

Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

Convention collective de travail du 13 mars 2012 relative aux titres-repas en faveur des travailleurs intérimaires

Préambule

L'introduction de titres-repas sous forme électronique offre de nombreux avantages tant pour le travailleur intérimaire que pour les entreprises.

Tout d'abord, contrairement au système actuellement en vigueur, le travailleur intérimaire sera averti automatiquement de l'échéance proche de ses titres-repas qui, par ailleurs, seront fractionnables. Par ailleurs, le travailleur aura toujours la possibilité d'avoir un aperçu du solde restant en temps réel.

De même, en cas de vol ou de perte, les titres-repas ne seront pas perdus pour le travailleur intérimaire puisque la valeur attribuée pourra être bloquée le temps de recevoir une nouvelle carte permettant, à nouveau, l'utilisation des titres-repas électroniques.

Ensuite, l'introduction de titres-repas sous forme électronique enlèvera une lourde charge administrative aux entreprises qui doivent actuellement les envoyer par courrier ou les distribuer personnellement aux travailleurs intérimaires qui doivent signer pour réception et donc se déplacer à cette fin.

Enfin, l'arrivée du titre-repas électronique permettrait d'éviter l'utilisation des 20 tonnes de papier nécessaires actuellement à la fabrication des titres-repas sous forme papier ainsi que les frais de transport et de distribution.

La présente convention collective de travail détermine les conditions que le titre-repas doit respecter pour ne pas être considéré comme de la rémunération et prévoit un cadre réglementaire pour l'octroi des titres-repas électroniques.

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique :

- a) aux entreprises de travail intérimaire visées à l'article 7, 1^o de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise à disposition de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;
- b) aux travailleurs intérimaires visés à l'article 7, 3^o de la loi précitée du 24 juillet 1987, qui sont occupés par ces entreprises de travail intérimaire.

Article 2

La présente convention collective de travail règle une des conditions à remplir pour octroyer les titres-repas sous forme électronique pour le secteur du travail intérimaire. L'article 19bis, §3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (ci-après « l'arrêté royal ») prévoit que le choix ainsi que les modalités de réversibilité de ce choix doivent être prévus par une convention collective de travail sectorielle.

Article 3

Les conditions d'octroi des titres-repas des travailleurs intérimaires sont, comme indiqué dans la CCT 47 quinquies du Conseil National du Travail, identiques à celles fixées par les conventions y relatives en vigueur chez les utilisateurs.

Article 4

Les titres-repas sont octroyés aux travailleurs intérimaires sous forme électronique conformément à l'article 19bis, §3 de l'arrêté royal.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les entreprises de travail intérimaire telles que définies à l'article 1^{er}, a) qui ne souhaitent pas, dès l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, octroyer les titres-repas sous forme électronique doivent communiquer leur décision, par courrier recommandé, adressé au président de la Commission Paritaire 322 dans le mois qui suit l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail. A défaut de décision communiquée dans le mois qui suit l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, l'octroi des titres-repas sous forme électronique sera d'application pour une durée de 1 an à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

Les entreprises de travail intérimaire ayant communiqué leur décision d'octroyer les titres-repas sous forme papier en application de l'alinéa 2 peuvent, à tout moment, décider d'octroyer les titres-repas sous forme électronique.

Dans ce cas, l'entreprise de travail intérimaire doit envoyer un recommandé adressé au président de la Commission Paritaire 322.

L'octroi des titres-repas sous forme électronique pourra se faire au terme d'un préavis de 3 mois prenant effet le 1^{er} du mois qui suit l'envoi du recommandé.

Article 5

Conformément à l'article 19bis de l'arrêté royal, tant l'entreprise de travail intérimaire que le travailleur intérimaire peuvent demander de modifier l'octroi des titres-repas électroniques de manière à ce que l'octroi des titres-repas se fasse, à nouveau, sous forme papier.

Ce principe de réversibilité doit s'appliquer moyennant un préavis de 3 mois. Ce délai de préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le préavis a été notifié par courrier recommandé.

En dérogation à l'alinéa précédent, le principe de réversibilité ne peut, au plus tôt, entrer en vigueur qu'au terme de la 1^{ère} année qui suit l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 6

L'utilisation des titres-repas électroniques ne peut entraîner de coût pour le travailleur sauf en cas de vol ou de perte.

Dans ces derniers cas, le travailleur aura la possibilité de bloquer son compte titres-repas électroniques. La durée de validité des titres-repas est alors prolongée de 10 jours ouvrables et le compte du travailleur est réactivé dans les 10 jours ouvrables au moyen d'outils qui seront mis à sa disposition par l'éditeur agréé.

Les frais relatifs au blocage et à la réactivation seront portés directement à charge du travailleur par l'éditeur agréé sans pour autant que ces frais n'excèdent la valeur nominale d'un titre-repas. Le travailleur reçoit de l'éditeur agréé une quittance des frais portés à sa charge.

Article 7

La présente convention collective de travail remplace et abroge la convention collective de travail du 13 décembre 2011, conclue au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative aux titres-repas en faveur des travailleurs intérimaires, enregistrée sous le n° 107790/CO/322.

Article 8

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire.

Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 maart 2012 betreffende de maaltijdcheques ten gunste van de uitzendkrachten

Inleiding

De invoering van maaltijdcheques in een elektronische vorm biedt voordelen, zowel voor de uitzendkracht als voor de bedrijven.

Vooreerst, en dit in tegenstelling tot het systeem dat thans bestaat, zal de uitzendkracht er automatisch van verwittigd worden als zijn maaltijdcheques binnen afzienbare tijd zullen vervallen. Deze zullen overigens opdeelbaar zijn. Anderzijds zal de werknemer ook altijd, in real time, een overzicht kunnen krijgen van het saldo dat nog rest.

In geval van diefstal of verlies zullen de maaltijdcheques ook niet verloren zijn voor de uitzendkracht, vermits het toegekende bedrag geblokkeerd zal kunnen worden tot hij een nieuwe kaart ontvangt waarmee hij de elektronische maaltijdcheques opnieuw kan gebruiken.

Het invoeren van maaltijdcheques in een elektronische vorm zal bovendien een zware administratieve last doen wegvallen bij de bedrijven, die de maaltijdcheques nu moeten opsturen met de post of ze persoonlijk moeten verdelen onder de uitzendkrachten, die dan moeten tekenen voor ontvangst en zich daartoe moeten verplaatsen.

De komst van de elektronische maaltijdcheque biedt ten slotte de mogelijkheid om de 20 ton papier, thans nodig voor het maken van de papieren maaltijdcheques, uit te sparen, alsook de kosten voor het vervoer en de distributie.

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bepaalt de voorwaarden waaraan de maaltijdcheque moet beantwoorden om niet als loon te worden beschouwd en voorziet in een regulerend kader voor het toekennen van elektronische maaltijdcheques.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op:

- a) de uitzendbureaus, bedoeld bij artikel 7,1° van de Wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- b) de uitzendkrachten, bedoeld bij artikel 7,3° van genoemde wet van 24 juli 1987, die door de uitzendbureaus worden tewerkgesteld.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst regelt, wat de uitzendsector betreft, één van de voorwaarden die vervuld moeten zijn om maaltijdcheques in een elektronische vorm toe te kennen. Artikel 19bis § 3 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid van werknemers (hierna: "het koninklijk besluit") schrijft voor dat de keuze, alsook de modaliteiten van de omkeerbaarheid m.b.t. deze keuze voorzien moeten zijn in een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 3

De toekenningsvoorwaarden m.b.t. de maaltijdcheques voor de uitzendkrachten zijn, zoals voorzien in CAO nr. 47 quinquies van de Nationale Arbeidsraad, identiek aan deze bepaald door de betrokken collectieve arbeidsovereenkomsten van toepassing bij de gebruikers.

Artikel 4

De maaltijdcheques in een elektronische vorm worden aan de uitzendkrachten toegekend conform artikel 19bis § 3 van het koninklijk besluit.

In afwijking van alinea 1 moeten de uitzendbureaus bepaald in artikel 1 a) die niet van bij de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst maaltijdcheques in een elektronische vorm wensen toe te kennen, hun beslissing meedelen aan de hand van een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van Paritair Comité 322, binnen de maand volgend op de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Wordt er, binnen de maand volgend op de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, geen beslissing meegedeeld, dan is de toekenning van maaltijdcheques in een elektronische vorm van toepassing voor de duur van 1 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De uitzendbureaus die, in toepassing van alinea 2, hun beslissing hebben meegedeeld om maaltijdcheques op papieren drager toe te kennen, kunnen op ieder ogenblik beslissen maaltijdcheques in een elektronische vorm toe te kennen.

In dat geval moet het uitzendbureau een aangetekend schrijven sturen, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité 322.

Het toekennen van maaltijdcheques in een elektronische vorm zal kunnen gebeuren na afloop van een opzegperiode van 3 maanden die begint te lopen op de eerste dag van de maand die volgt op het opsturen van het aangetekend schrijven.

Artikel 5

Conform artikel 19bis van het koninklijk besluit kunnen zowel het uitzendbureau als de uitzendkracht vragen de toekenning van de maaltijdcheques in een elektronische vorm te wijzigen opdat de toekenning van de maaltijdcheques opnieuw op papieren drager zou gebeuren.

Dit principe van de omkeerbaarheid moet worden toegepast met een opzegperiode van 3 maanden. Deze opzegperiode begint te lopen op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de opzegperiode met een aangetekend schrijven werd betekend.

In afwijking van de vorige alinea kan het principe van de omkeerbaarheid ten vroegste in werking treden na afloop van het eerste jaar dat volgt op de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 6

Het gebruik van de elektronische maaltijdcheques mag geen aanleiding geven tot kosten voor de werknemer, behalve bij diefstal of verlies.

In deze laatste gevallen kan de werknemer zijn elektronische maaltijdchequesrekening blokkeren. De geldigheidsduur van de maaltijdcheques wordt met 10 werkdagen verlengd, en de rekening van de werknemer wordt eveneens binnen de 10 werkdagen opnieuw operationeel gemaakt door middel van instrumenten die door de erkende uitgever ter beschikking worden gesteld.

De kosten m.b.t. het blokkeren en opnieuw operationeel maken worden door de erkende uitgever rechtstreeks ten laste van de werknemer gelegd, zonder dat deze kosten echter de nominale waarde van één maaltijdcheque mogen overschrijden. De werknemer ontvangt van de erkende uitgever een kwitantie van de door hem gedragen kosten.

Article 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en vernietigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2011 gesloten in het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren, betreffende de maaltijdcheques ten gunste van de uitzendkrachten, geregistreerd onder de nr. 107790/CO/322.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze treedt in werking op 1 september 2012.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij herzien of beëindigd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het paritair comité.